

RENAULT : Entre répression patronale et judiciaire et capitulation syndicale, les ouvriers plus que jamais ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour la poursuite de la lutte !

Après le mouvement de reprise du travail entamé à Choisy-le-Roi, poursuivi à Flins et ailleurs, la Direction espérait bien avoir mâté la grève initiée le 8 mars par l'entrée en lutte spontanée des ouvriers de l'atelier Sellerie-Mécanique de l'usine des Yvelines. Las ! La grève continue à Rueil, à Lardy et a connu une nouvelle vigueur au Mans, où une minorité ouvrière conséquente semblait décidée à continuer la lutte après les misérables augmentations « accordées » mais en fait planifiées auparavant pour les deux semestres '95.

Enragé par ces mouvements persistants qui perturbent la sacro-sainte production (35.000 bagnoles perdues depuis quatre semaines, soit l'équivalent de 250 à 300 millions de francs), le patron, après avoir exhibé la carotte du dialogue et des négociations, manie maintenant le bâton de la répression anti-ouvrière.

Après Choisy-le-Roi, où 9 procédures de licenciements étaient engagées contre des ouvriers qui ont eu le tort de se battre pour les intérêts de leur classe - en bloquant avec des centaines de leurs camarades les portes de l'usine, interdisant ainsi l'approvisionnement des sites de montage de pièces détachées -, c'est pour l'instant au tour de Rueil et du Mans de connaître les douces méthodes de management de la prétendue « vitrine sociale » : à Rueil, 4 salariés sont à leur tour menacés de licenciement; au Mans, 97 travailleurs ont été assignés en référé.

C'est le moment que choisissent les Syndicats pour suspendre la grève au Mans... et organiser un gentil pique-nique !

Une fois de plus, comme à Gec-Alsthom en novembre dernier, les Syndicats sont enfin prêts à brader la lutte en acceptant les aumônes de la Direction - manifestant ainsi qu'ils ne croient même pas à la revendication des 1.500 francs pour tous qu'ils mettent désormais systématiquement en avant pour de vulgaires raisons de boutique - et à se soumettre aux diktats de la justice de classe en se couchant docilement devant les décisions des tribunaux.

Cela est notamment le produit de la manière dont les Syndicats ont encadré les grèves. A côté de la propagande d'objectifs tonitruants tels les 1.500 francs pour tous,

- ils ont oeuvré au maintien de la séparation des agitations entre usines,
- ils ont entravé toute unification concrète des revendications (1.500 francs ici, 500 francs là...),
- ils ont empêché la coordination directe et permanente entre ouvriers en grève (seuls moments proposés furent quelques délégations symboliques ici ou là et les deux rassemblements organisés devant le siège),

et, pour terminer, ils ont accepté - qui en catimini, qui explicitement - les miettes «généreusement élargies » par la Direction (par exemple, à R.V.I. Vénissieux les ouvriers « empochent » 100 francs brut supplémentaires par mois, alors qu'ailleurs on tourne autour de 300 francs bruts).

Même sur le point du paiement des heures de grève les Syndicats se sont montrés au-dessous de tout:

- généralement le principe du rattrapage de la production perdue durant la grève par des samedis travaillés a été entériné,
- à Flins, la Direction va payer 44 heures de grève, soit la moitié des heures totales de grève des centaines d'ouvriers qui pourtant se sont mobilisés pendant trois semaines, tandis qu'à Choisy-le-Roi, pour l'instant on en est à seulement 10 heures de grève pour deux semaines de lutte dure.

Cependant, si le rapport de force pour parvenir à l'objectif des « 1.500 francs pour tous » n'a probablement jamais été là, la mobilisation, elle, est encore suffisante pour obtenir bien plus que les quelques miettes « consenties » par la Direction :

- 500 francs nets pour tous et tout de suite, comme les travailleurs des Fonderies du Poitou l'ont revendiqué, et non des augmentations proportionnées au salaire, et échelonnées sur toute l'année,
- le 1.2% d'augmentations individuelles au mérite promis par la Direction doit s'intégrer à l'augmentation générale des salaires,

Pour la Reprise de l'Initiative Ouvrière

- paiement intégral des heures de grève sans contrepartie de rattrapage de la production non réalisée durant le conflit,
- transformation de tous les CDD en embauches définitives,
- pas de chantage à l'emploi : les emplois nouveaux ne doivent pas être payés par des préretraites, levée de toutes les sanctions.

Alors, comme au Mans, comme à Lardy et à Rueil, en l'absence, pour l'heure, de généralisation totale, la grève doit continuer sous la forme de :

- grèves tournantes et débrayages sporadiques,
- réduction planifiée des cadences,
- défilés internes de propagande.

afin de ne pas . perdre trop de salaire et de continuer de bloquer le plus possible la production.

Trois semaines de grèves pour 300 francs bruts en moyenne : le compte n'y est pas. C'est bien la preuve que le patron a encore trop peu « souffert » de la lutte et que les ouvriers risquent, une fois de plus, de payer le prix fort.

Aujourd'hui, après tant d'années de souffrance', d'exploitation silencieuse, de licenciements massifs (120.000 en dix ans rien que chez PSA et Renault), de productivité du travail poussée à l'extrême (à Flins, par exemple, en `85, chaque salarié fabriquait en moyenne 27 voitures par an, alors que, en `94, le travailleur de cette usine en produit - toujours annuellement et en moyenne - plus de 60 de la même catégorie d'automobiles), de blocages des salaires prolongés, les travailleurs ne peuvent plus se permettre de faire confiance pour la conduite de leurs luttes défensives aux Syndicats et aux nombreuses marionnettes politiques qui s'agitent sur la piste du cirque électoral. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, comme lors du démarrage de la lutte à Flins en Sellerie-Mécanique, ou comme à Gec-Alstom en octobre dernier quand les jeunes ouvriers en CDD de l'usine de Bourogne se sont lancés dans la grève.

Mais le démarrage autonome des luttes ne suffit pas : il est désormais clair que la lutte dans son ensemble et les négociations avec le patron doivent être prises directement en main par les ouvriers. L'organisation directe et la coordination permanente de tous les travailleurs en lutte deviennent une nécessité impérieuse.

Pour que la solidarité prolétarienne passive dont généralement jouissent les conflits ouvriers minoritaires d'aujourd'hui se transforme en force active, il faut aussi que les ouvriers en lutte multiplient les actions de propagande en direction de tous ceux qui dans l'entreprise et ailleurs sont encore indécis, que des souscriptions et des caisses de résistance soient mises sur pieds, que les travailleurs de la sous-traitance ou des filiales étrangères des groupes touchés par les agitations soient activement appelés à rejoindre le mouvement. Des piquets de grève tournants et mobiles et des délégations massives des usines en lutte doivent « visiter » fréquemment les usines environnantes (par exemple, pour Flins, Peugeot à Poissy), ou encore celles où la protestation est plus faible, voire plus menacée par la répression patronale et étatique (Choisy).

Mais, d'ores et déjà, la grève de ces dernières semaines aura eu le grand mérite de mettre à mal le mythe de l'entreprise Renault, « fleuron de l'industrie nationale et vitrine sociale » ; mythe, par ailleurs, soigneusement entretenu par tous les Syndicats nationalistes qui voudraient encore masquer le fait que l'ex-Régie est en réalité une firme tout à fait comme les autres qui, pour « gagner » la compétition capitaliste mondiale, doit accroître sans cesse l'exploitation de « ses » ouvriers et, dès qu'elle peut, en mettre à la porte de plus en plus (3.000 suppressions de postes à Flins ont été programmées d'ici cinq ans).

Pour que l'effort paie enfin, il est nécessaire de ne plus faire confiance aux faux défenseurs des travailleurs : les Syndicats, tous les Partis politiques - et leurs candidats respectifs à l'élection présidentielle -de droite, du centre et de la dite gauche plus ou moins extrême !

Le seul outil efficace c'est l'organisation indépendante du combat de classe par les ouvriers eux-mêmes !

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE